

La Suisse, la guerre et l'espionnage

Joëlle Brack
20 février 2015

L'historien **Christophe Vuilleumier** présente dans *La Suisse face à l'espionnage, 1914-1918* un aspect peu étudié de la Première Guerre mondiale. Interview.



Familier aux lecteurs de *L'Hebdo*, dont il anime le blog « Les paradigmes du temps », **Christophe Vuilleumier**, docteur en histoire et chercheur impénitent, est également le président de la Société d'Histoire de la Suisse romande. Son double intérêt pour les études à l'étranger et la Suisse au XXe siècle a trouvé un terrain de choix pour une enquête approfondie et exhaustive sur un sujet curieusement peu travaillé : neutre et centrale, la Suisse a été durant toute la période de la Première Guerre mondiale une plaque tournante très active pour l'espionnage, connaissant un nombre impressionnant d'affaires et de scandales. Un peu moins spectaculaires que l'affaire Dreyfus ou le cas de Mata Hari, ces dossiers sont cependant importants, tantôt graves,

tantôt rocambolesques, et surtout révélateurs d'une activité en pleine mutation, qui passe d'un style « Arsène Lupin » à un véritable conflit parallèle, sous-terrain et puissant. Une enquête passionnante donc, et surprenante à bien des égards, dont l'auteur a aimablement accepté de prolonger la réflexion dans une interview !

Christophe Vuilleumier est président de la Société suisse d'Histoire de la Suisse romande, (SHSR) et auteur récemment de *La Suisse face à l'espionnage, 1914-1918*.

Pour bien commencer, qu'est-ce que la Société d'Histoire de la Suisse romande ?

LA SHSR a été créée en 1837 par des intellectuels romands soucieux des problèmes de société, et a tout d'abord privilégié l'histoire médiévale et l'édition de textes. Sa collection de *Mémoire et documents*, remontant au XIXe siècle et sans cesse enrichie jusqu'à nos jours, comporte de très nombreux volumes de sources, pour certaines inédites. Si l'édition (ouvrages hors-séries, collection *Pour mémoire* dès 2001) constitue l'une de ses plus importantes activités, elle soutient également des projets de recherches et des initiatives de sauvegarde du patrimoine. Elle organise par ailleurs des conférences, dont le colloque international « La Suisse et la guerre de 1914-1918 » (septembre 2014) auquel ont pris part de nombreux officiels comme Pascal Couchepin, l'ambassadeur d'Allemagne et la Consul de France à Genève.

Dans la préface de votre essai, vous soulignez que l'espionnage en Suisse à cette période n'a pas (encore) suscité la curiosité des historiens, à quoi attribuez-vous cela ?

Je dirais que la Deuxième Guerre mondiale a largement occulté la Grande guerre : il y avait – il y a encore – tant à dire à propos de la Suisse et de l'Allemagne nazie que la Première Guerre n'a simplement que peu été prise en compte, considérée comme une préface. Pour la plupart des gens, l'Allemand de 1914 ressemble à peu de chose près au nazi de 1939, tant la Seconde Guerre s'est *sur-imprimée* à la Première, ce qui, évidemment, est totalement erroné ! De plus, pour de nombreux historiens, l'espionnage en Suisse pendant la Première Guerre mondiale se résumait à « l'affaire des colonels », surmédiatisée et qui avait provoqué un profond tollé en Suisse à cette époque, ainsi que « l'affaire Savoy », des arbres cachant en

quelque sorte la forêt. Pour la plupart, 14-18 c'est d'abord la grève générale, le déchirement entre les parties alémanique et romande du pays, la récession économique... Il y a en outre une question de sources, présentant de multiples difficultés : accessibilité, rareté des dépôts traditionnels, langues également. Mon livre se base principalement sur la presse de l'époque, une source qui commence à être explorée. C'est en travaillant sur mon précédent ouvrage, *Ombres et lumières du Bois-Mermet, histoire d'une prison lausannoise 1905-2015*, que je me suis rendu compte à quel point la presse du début du XXe siècle relatait dans le détail de nombreuses affaires d'espionnage !

Vous présentez l'avant-guerre comme une période de chasse aux anarchistes plutôt qu'aux espions, est-ce typique de la Suisse ? Quel rôle cela a-t-il joué par rapport à la guerre ?

L'anarchisme fut, pour le début du XXe siècle, ce qu'est le terrorisme pour nous aujourd'hui. La montée en puissance de ce mouvement contestataire intervint à la fin du XIXe siècle avec des épisodes célèbres comme l'assassinat de l'impératrice d'Autriche Sissi, en 1898 à Genève. Mais les fervents de Bakounine ou de Kropotkine n'étaient pas cantonnés à la Suisse, et formaient des réseaux disséminés dans l'ensemble de l'Europe : à la suite de la Russie et de ses révolutionnaires intellectuels, le mouvement allait gagner l'Italie, l'Allemagne, la France. La dissidence faisait recette malgré la répression menée par tous les gouvernements ! La Suisse adhérerait à la collaboration policière mise sur pied à Rome contre les anarchistes l'année de l'assassinat de l'impératrice, exigeant l'expulsion du territoire de plusieurs suspects ; huit ans plus tard, en 1906, une loi était adoptée par Berne interdisant l'incitation aux crimes anarchistes. Après l'attentat contre un autre représentant de l'empire austro-hongrois, à Sarajevo en 1914, des groupuscules anarchistes russes allaient s'enflammer et organiser la révolution dans des arrière-cours parisiennes, alors que la guerre ouvrait les bras à des pays enthousiastes à l'idée d'une victoire glorieuse et rapide. Le monde interlope des anarchistes, pétri d'idées révolutionnaires, constamment à la recherche de moyens financiers devant permettre la venue d'un nouveau « dés-ordre » mondial, allait bien évidemment être instrumentalisé et utilisé, principalement par les services de renseignement allemands, par nature militaires et très largement empreints des théories pragmatiques de Clausewitz.

D'autres pays ont-ils connu la même ébullition d'espionnage, ou sa situation géographique centrale a-t-elle « favorisé » la Suisse ?

La Suisse fut un terrain privilégié pour l'espionnage en raison de sa neutralité autant que de sa position géographique. Voisine des pays belligérants, elle représentait un lieu de passage aisé pour les agents qui y faisaient transiter des informations en entrant sans trop de problème, agents qui allaient y implanter des réseaux se livrant une guerre secrète d'influence et de propagande. La Suisse devint ainsi un « nid d'espions » à la suite de la Belgique qui elle aussi, avant d'être envahie, avait été neutre bien qu'étant aux confins de deux grandes puissances impérialistes et rivales.

Le fait que la guerre « prévue » pour être brève ait finalement duré plus de quatre ans a-t-il influencé l'espionnage dans le genre de personnes impliquées, le type d'affaires, l'importance des cas, la sévérité de la traque, etc. ?

La durée et la portée de la Première Guerre mondiale ont largement fait évoluer l'espionnage – mais également le contre-espionnage –, les techniques utilisées et les politiques de renseignement des pays occidentaux. Les réseaux se sont développés, pouvant impliquer des centaines de personnes infiltrant les industries stratégiques, les universités, les médias, les armées et les cercles politiques, culminant avec l'affaire zurichoise de la *Nordstrasse*, dont l'étendue allait être révélée par le procès de quelque cent vingt personnes ! Les moyens pécuniaires consentis aux services de renseignement se sont dès lors démultipliés, permettant de financer ces structures occultes ou de développer de nouvelles technologies, comme par exemple les bombes au sodium que la police vaudoise allait trouver en août 1916 à la gare de Lausanne sur un anarchiste italien à la solde de l'Allemagne : ces machines infernales, grosses comme des boîtes de conserve, déclenchaient des incendies difficiles à circonscrire. Dans les pays en guerre, l'espionnage était puni de la peine capitale, alors que la Suisse se contentait de peine de prison ou d'amendes. Mais avec les années, la Confédération devra durcir sa répression en augmentant ces peines

et en expulsant systématiquement les agents étrangers. Parallèlement aux progrès réalisés dans le domaine du renseignement, les années de guerre et la mouvance incontournable du personnel des services de renseignement – qui connaissait parfois des loyautés divergentes – allaient désorganiser les services, comme le prouve une lettre de Georges Clemenceau à l'attaché militaire français en poste à Berne, en novembre 1918 : ce courrier demandait à l'officier de faire de l'ordre dans son personnel en missions spéciales... Paris ne savait plus discerner ses agents !

L'opinion publique, les médias avaient-ils conscience de la « barrière des röstis » qui se créait de par le soutien implicite à l'un ou l'autre belligérant ?

Le fossé entre les parties alémanique et romande du pays allait se creuser d'une manière autrement plus virulente que les oppositions qui transparaissent de nos jours lors des votations fédérales ! L'attaque en août 1914 par l'Allemagne de la Belgique, neutre depuis sa création (1831) et placée sous la bienveillance des États européens, allait créer un émoi profond et durable, particulièrement au sein des populations romandes considérant cette invasion comme un acte de trahison. Par ailleurs, la culture germanique des élites militaires, notamment du général Ulrich Wille (né à Hambourg et marié à Clara von Bismarck, de la famille du célèbre chancelier allemand) et la censure imposée à la presse, à qui il n'était pas permis de critiquer les décisions de l'état-major général, ne firent qu'envenimer la situation. Celle-ci allait encore se tendre en 1916 lorsqu'éclata « l'affaire des colonels » : Friedrich Moritz von Wattenwyl et Karl Egli, officiers de l'état-major du général Wille, avaient transmis aux attachés militaires allemands et austro-hongrois des informations décryptées par les services d'espionnage suisses... Malgré cet acte que certains considéraient comme une trahison, Ulrich Wille et Théophil Sprecher von Bernegg, le chef de l'état-major général, allaient faire preuve d'une clémence scandaleuse aux yeux de la population romande, Sprecher déclarant au cours du procès des deux colonels : « *Les droits du neutre étant sans cesse bafoués, entre autres par l'Entente (NB : France, Royaume-Uni et Russie), le neutre peut déroger à ses devoirs* ». Cette affaire des colonels, valse viennoise permettant de faire danser les masses, allait rejeter dans l'ombre l'importance et l'étendue des affaires d'espionnage en Suisse, allant jusqu'à étouffer les intrigues du fils d'Ulrich Wille lui-même (!), germanophile acharné ayant servi à Postdam, et qui transmettait des informations militaires à Faber du Faur, le consul général d'Allemagne à Zurich.

À titre personnel, y a-t-il une affaire ou un personnage qui soit votre favori en tant qu'historien ?

Les énigmes entourant Helphand Parvus suscitent évidemment un intérêt particulier. Ce promoteur de révolution, tantôt à Istanbul à vendre des armes à des mouvances politiques opposées, tantôt à Berlin auprès des services secrets de Guillaume II, aurait pu inspirer Arthur Conan Doyle pour le personnage du professeur Moriarty s'il ne l'avait pas inventé avant ! Financier de Lénine, ami de Rosa Luxembourg, Helphand Parvus conserve une part de mystère en raison des secrets entourant ses activités, secrets qui l'ont plongé dans une ombre suffisamment épaisse pour que rares soient aujourd'hui ceux, y compris parmi les historiens eux-mêmes, qui en ont entendu parler !

L'ouvrage

